



République de **Maurice**

**CEREMONIE D'OUVERTURE
DU
4^{ème} SOMMET DES CHEFS D'ETAT ET
DE GOUVERNEMENT DE LA COI
MORONI – UNION DES COMORES**

PALAIS DU PEUPLE

SAMEDI 23 AOÛT 2014

10 HEURES 20

DISCOURS

DU

**DR NAVINCHANDRA RAMGOOLAM, GCSK, FRCP
PREMIER MINISTRE**

Votre Excellence le Président de la République de Madagascar et Président en exercice de la COI,

Votre Excellence le Président de l'Union des Comores,

Votre Excellence le Président de la République Française,

Votre Excellence le Président de la République des Seychelles,

Le Secrétaire général de la COI,

Mesdames et Messieurs,

Je tiens avant toute chose à adresser mes salutations fraternelles et celles du peuple mauricien au Président Dhoinine. Je suis heureux de me trouver aujourd'hui sur cette terre Comorienne, connue pour son hospitalité et pour la chaleur de son accueil.

Mesdames, Messieurs,

Mon pays entretient des relations étroites et anciennes avec chacun des Etats membres de la COI !

Avec Madagascar de retour sur la scène internationale et les décisions récentes et positives de l'Union européenne et des Etats-Unis, les investisseurs mauriciens et ceux de la région, contribueront, j'en suis sûr, à créer les conditions d'une croissance régionale dynamique. Je renouvelle nos félicitations au président de la République de Madagascar pour cette sortie de crise démocratique et digne.

Avec les Seychelles, Maurice est devenue co-gestionnaire d'une zone maritime de 396 000 Km2. Quel meilleur exemple de confiance pourrait-on apporter ?

Avec la France, la place éminente de la coopération française et de la région Réunion en matière scientifique, culturelle et technique est un plus pour nous, mais aussi pour toute l'Indianocéanie.

Enfin, avec l'Union des Comores, nous avons signé le 14 janvier dernier un Accord-cadre de coopération. Des secteurs clé, notamment dans le domaine de l'économie océanique, en bénéficieront. Je profite de l'occasion pour annoncer que Maurice est aussi disposée à apporter sa contribution pour l'organisation des élections aux Comores prévues pour novembre prochain.

Nos intérêts nationaux, comme notre géographie, nous commandent cette politique d'amitié et de proximité. Mais reconnaissons qu'elle a été facilitée par les rapports confiants que nous entretenons depuis 30 ans au sein de notre maison commune, la Commission de l'océan Indien, que Maurice a le grand honneur d'abriter.

Chers Amis,

Ce Sommet de Moroni nous offre l'occasion de donner une nouvelle impulsion à notre organisation et de fixer le cap de nos ambitions partagées.

De toutes les questions portées à notre examen, j'estime que celle qui a trait à la connectivité est effectivement une priorité. Je me réjouis que le secrétariat de la COI se concentre sur cet enjeu. Il rejoint ainsi l'action de mon gouvernement.

Maurice est une porte d'entrée en Afrique, notamment pour les investisseurs d'Asie et d'Europe. Elle entend être aussi un *hub* pour le tourisme et le commerce régional.

La construction d'une nouvelle aérogare à Plaisance, avec le soutien de nos amis français et chinois, participe du Plan de développement économique et social de mon gouvernement. Cet aéroport, pouvant accueillir plus de 4 millions de passagers, est un outil au service de la croissance de Maurice, bien sûr, mais il constitue également un instrument pour tous nos pays. Il est au service de l'Indianocéanie et ambitionne de participer à son rayonnement.

Il nous reste, cependant, à améliorer la desserte aérienne régionale, pour nos populations, nos opérateurs économiques et nos visiteurs.

Mon gouvernement examinera avec attention la proposition faite par la récente conférence ministérielle de la COI, aux Seychelles, en vue d'établir des liaisons aériennes quotidiennes et abordables entre chacune de nos îles. C'est essentiel pour notre coopération, c'est essentiel pour le tourisme, pour la facilitation des affaires, mais aussi pour faire vivre notre esprit de solidarité.

La COI a également proposé des solutions pour dynamiser le commerce régional par voie maritime. Mon gouvernement a indiqué sa disponibilité à apporter son appui, y compris financier, à un service de cabotage entre nos pays.

Le retour à l'ordre constitutionnel et la capacité naturelle de la Grande Ile à assurer notre souveraineté alimentaire rendent d'autant plus nécessaire la mise en place d'un tel service étendu à l'Afrique orientale.

L'offre portuaire de l'Indianocéanie doit, bien sûr, être améliorée. Avec l'appui français et européen nous avons entrepris d'agrandir le port de Port Louis afin qu'il accueille de plus grands navires. Nous pouvons constituer tous ensemble une offre portuaire complémentaire et intégrée faisant d'un port l'interface privilégiée avec l'Europe, d'un autre une plateforme d'échange entre l'Afrique et l'Asie, et d'un troisième le port d'éclatement intra régional.

Enfin, dernier aspect de notre connectivité : le numérique. L'augmentation de 10 % du taux de pénétration de l'Internet à haut débit se traduit, on le sait, par un gain de 1,3 point de croissance. A Maurice, le secteur des TIC est devenu le troisième pilier de notre économie, contribuant à plus de 6% du produit intérieur brut, générant près de 20 000 emplois répartis au sein de 600 entreprises.

Je me félicite donc que la COI, dans le cadre de la programmation du 11e Fonds européen de développement, promeuve le développement continu de notre infrastructure numérique régionale. Nous allons ainsi dans le sens de l'évolution d'un monde interconnecté où l'échange et la création de richesses sont intimement liés.

Mesdames, Messieurs,

A la vulnérabilité économique de nos pays insulaires s'ajoute le poids de l'hypothèque environnementale.

En septembre, la Conférence internationale des Nations unies sur les Petits Etats insulaires en développement sera l'occasion de plaider pour un traitement différencié de nos pays par la communauté internationale.

Nos niveaux de développement et nos modes de vie varient. Cependant nous pouvons, tous, nous retrouver dans un plaidoyer pour un futur où le droit au développement des PEID est pleinement respecté. Ceci requiert un engagement solide à Samoa par rapport au thème de la Conférence, soit les partenariats aux niveaux locaux, régionaux, inter-régionaux et internationaux.

Pour les PEID, un des principaux pôles de développement reste l'océan. Or nos économies et nos ressources sont menacées par la piraterie en haute mer et par des événements climatiques de plus en plus fréquents, violents, et imprévisibles, par les déchets maritimes, la surpêche et la pêche illégale. Nos économies, déjà sensibles aux conséquences de la crise économique, doivent se battre constamment pour demeurer compétitives.

Seuls, les PEID ne peuvent faire face à ces défis. Il faut, de toute urgence, capitaliser le Fonds Vert pour le Climat. Malgré les effets de la crise économique, nous croyons qu'il existe des moyens pour financer le Fonds à hauteur de \$ 100 milliards par an d'ici 2020. Le

coût de l'adaptation au changement climatique ne cesse d'augmenter, et pour les PEID tels que Maurice, nos besoins en développement reposent davantage sur l'adaptation au changement climatique que sur la mitigation, étant donné le faible niveau d'émissions de gaz à effets de serre chez nous.

Il y a urgence, au niveau international, de faire la transition vers un nouveau paradigme pour le développement durable. Il nous faut revoir nos modes de production et de consommation et transformer les défis en opportunités pour les PEID. Il s'agit de renforcer la capacité des PEID à développer une cohérence écologique à diverses échelles tout en favorisant des économies à fort revenu.

A la Conférence de Samoa, Maurice agira comme chef de file au cours de la table ronde sur Les Mers et la Biodiversité. Notre objectif est d'intéresser des partenaires potentiels à notre feuille de route sur le développement de l'économie bleue. Nous serons heureux de la collaboration des pays voisins pour une exploitation durable de nos ressources marines et côtières.

Il est impératif que nous menions des actions de plaidoyer efficaces et que nous valorisions le rôle fédérateur que la COI a toujours eu. Il nous faut collaborer encore plus étroitement jusqu'à la Conférence de Samoa, et au-delà, afin de pouvoir parler d'une même voix et avec force lors d'un autre rendez-vous majeur, à Paris, l'année prochaine, à la 21^{ème} Conférence des Parties sur le changement climatique.

Monsieur le Président de la République française, nous comptons sur vous pour qu'à la COP 21, nous arrivions à un accord ambitieux : celui de limiter l'augmentation de la température planétaire à deux degrés Celsius. Notre survie, à nous Etats insulaires, en dépend.

Auparavant nous aurons le Sommet 2014 sur les changements climatiques, convoqué par le Secrétaire Général des Nations Unies pour compléter le processus de la Convention

Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques. Ce Sommet nous donne la possibilité, à toutes les parties prenantes de venir avec des propositions innovantes en amont de la COP 21.

Excellences,

Je souhaite saisir cette opportunité – au nom du gouvernement et du peuple de Maurice – pour remercier les pays membres de la COI qui ont exprimé, individuellement, leur soutien à la candidature de Jean-Claude de l'Estrac, le Secrétaire général de notre Commission, au poste de Secrétaire général de l'Organisation internationale de la Francophonie. C'est un homme d'une grande expérience politique et administrative. Je viens aujourd'hui, solliciter le soutien formel de la COI en faveur de cette candidature.

Il faut que nos pays francophones d'Afrique se mobilisent pour désigner un des leurs comme le digne successeur d'Abdou Diouf.

Aujourd'hui, l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) se retrouve à la croisée des chemins et nous devons nous unir pour faire gagner le candidat de toute l'Afrique, seul à même de veiller à la prise en compte de notre identité et de nos spécificités africaines à l'OIF. Je suis certain de pouvoir compter sur votre soutien.

En ce qui concerne notre Commission, nous devons continuer à développer une approche inclusive et consensuelle en matière d'élaboration et de mise en œuvre de toute politique et faire en sorte que chaque pays membre se sente responsable du programme et de l'évolution de la Commission.

Notre diversité requiert un effort particulier pour aligner nos centres d'intérêts. Mais, je crois que l'esprit de coopération, de solidarité et d'unité qui nous a animés, pendant ces trente dernières années, doit primer durant toutes nos discussions.

Le Sommet de Moroni nous offre l'occasion de donner une nouvelle impulsion à notre organisation et de fixer le cap de nos ambitions partagées.

Excellences et chers amis,

Je ne saurais terminer sans rappeler l'engagement solennel de Maurice dans la grande aventure de la Francophonie.

Avec votre soutien et celui des organisations régionales Africaines qui répondent présent, en particulier le COMESA et l'IGAD, avec les nombreux soutiens qui s'expriment en Afrique et dans le reste du monde, je suis convaincu que nous saurons collectivement faire avancer la cause de la Francophonie, qui est notre cause à tous.

Je vous remercie de votre attention.
